



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n° 2 «Les Ailes»  
25, rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 15/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAREC**

ZA Ouest la Boitardière  
1381 Chemin du Roi  
37400 Amboise

Références : RPAVI\_2024/338  
Code AIOT : 0010013582

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement SAREC implanté ZA Ouest la Boitardière 1381 Chemin du Roi 37400 Amboise. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAREC
- ZA Ouest la Boitardière 1381 Chemin du Roi 37400 Amboise



- Code AIOT : 0010013582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société SAREC sont situées 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise. Depuis 1975, elle exerce une activité de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers.

- En 1986, suite à un changement d'exploitant, l'entreprise Guy Lenoir devient SAREC.
- En 1995, l'entreprise se diversifie et souhaite réceptionner des déchets de type papiers et cartons.
- En 1997, l'entreprise s'agrandit et décide d'acquérir la parcelle limitrophe n° 1497 permettant une augmentation de surface de 2430 m<sup>2</sup> de la plateforme de stockage.

La société SAREC située au 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise occupe les parcelles cadastrales suivantes :

- Zone F, Parcelle n°1497 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1910 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1911 : administratif et stockage

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;



- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|---|-----------------------|
| 1  | Transit des déchets dangereux (NC1)                   | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 5.1.3   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 2  | Confinement des eaux d'extinction (NC2)               | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.4.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 3  | Étiquetage des substances et mélanges dangereux (NC3) | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.6.2   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 4  | Consigne de confinement (NC4)                         | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.7.3   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 6  | Registre déchets sortant (NC6)                        | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 7  | Aires de stockages (NC7)                              | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 8  | Evaluation des volumes de stockage (NC8)              | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |



| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|---|-----------------------|
| 10 | Procédure d'information préalable (NC9)           | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.2.1          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 11 | Valeurs limites des rejets aqueux (NC10)          | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 14 | Plan des réseaux des effluents (NC13)             | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.2          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 15 | Liste des déchets admis                           | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 16 | Provenance des déchets                            | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 17 | Envols de déchets                                 | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.1          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 18 | Abord de l'installation                           | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.2          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 19 | Zone d'entreposage et de manipulation des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1_§3.5 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |
| 20 | Aire d'entreposage des déchets                    | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   | 60 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 5  | Registre des déchets entrants (NC5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1    | Sans objet        |
| 9  | Hauteur des stockages.              | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4 | Sans objet        |



| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 12 | Périodicité de mesure des rejets aqueux                 | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7 | Sans objet        |
| 13 | Vérification des installations électriques (NC11 et 12) | AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.3.2 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Transit des déchets dangereux (NC1)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 5.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets dangereux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.  |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Historique:</u><br>NC1 : Les bidons, fûts et réservoirs et autres fûts trouvés dans les déchets en mélange contenant des restes de produits dangereux ne sont pas à l'abri et sur rétention.<br><br>L'inspection a constaté la présence de 19 tonnes de batteries situées à l'extérieur dans des bacs étanches. D'après l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral n° 20703 du 23/05/2019, la société SAREC est autorisée à recevoir 23 tonnes de batteries.<br><br><b>[Pdc n° 1]: L'a société SAREC ne dispose pas les batteries dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 1] formulé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours   |



**N° 2 : Confinement des eaux d'extinction (NC2)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.4.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.   |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Historique:</u><br>NC2 : Le dispositif d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées (vanne d'obturation) n'est pas signalé à l'emplacement de celui-ci.<br><br>L'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant la présence de la vanne de confinement à son emplacement avec une procédure de mise en œuvre. Cependant, celle-ci est représentée sur une feuille de type A4 plastifiée fixée à un poteau en bois. L'exploitant a levé la non-conformité relevée par l'inspection lors de la dernière visite du 12/04/2021. Mais, l'inspection a indiqué à l'exploitant que cette affiche n'était pas pérenne dans le temps. Un affichage adéquat doit être réalisé.<br><br>La manipulation de la vanne de confinement n'a pas été demandée par l'inspection.<br><br>L'observation précédente est levée, mais l'inspection des installations classées formule un nouveau constat:<br><br><b>[Pdc n° 2]: L'implantation de la vanne de confinement ainsi que son mode opératoire doivent être signalés sur un panneau de manière idoine pour que ces indications ne s'altèrent pas avec le temps.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 2] formulé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours  |

**N° 3 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux (NC3)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.6.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage des déchets dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux |



d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

**Constats :**

Historique:

NC3 : Les fûts, réservoirs et autres emballages ne portent pas en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

L'inspection a constaté la présence d'étiquettes mentionnant les symboles de dangers représentée sur une feuille de type A4 plastifiée fixée à un poteau à proximité du stock de batteries. L'inspection a indiqué à l'exploitant la même observation que le Pdc n° 2, à savoir que cette affiche n'était pas pérenne dans le temps. Un affichage adéquat doit être réalisé.

L'emplacement de la cuve à fioul n'a pas été vu par l'inspection des installations classées.

L'observation précédente est levée, mais l'inspection des installations classées formule un nouveau constat:

**[Pdc n° 3]: Le signallement des symboles de danger des produits ou déchets dangereux doit être réalisé sur un panneau de manière idoine pour que cette indication ne s'altère pas avec le temps.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 3] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 4 : Consigne de confinement (NC4)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etablissement de procédure

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées,



utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### Constats :

##### Historique :

NC4 : L'exploitant n'a pas établi de consigne écrite pour le dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées et/ou des eaux d'extinction.

L'inspection a constaté la présence d'une consigne écrite pour le personnel et pour le service d'incendie concernant la mise en œuvre du dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées et/ou des eaux d'extinction, à proximité de la vanne. Cependant même remarque que le Point de contrôle n° 2 et 3, la consigne est représentée sur une feuille de type A4 plastifiée fixée à un poteau en bois

L'observation précédente est levée, mais l'inspection des installations classées formule un nouveau constat:

**[Pdc n° 4]: La consigne de mise en œuvre du confinement des eaux susceptibles d'être polluées doit être affichée sur un panneau de manière idoine pour que cette indication ne s'altère pas avec le temps.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 4] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours

#### **N° 5 : Registre des déchets entrants (NC5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre des déchets entrants



### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la



|  |
|--|
| <p>directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique:</u></p> <p>NC5 : L'exploitant ne renseigne pas totalement le registre des déchets entrants.</p> <p>L'exploitant a transmis une copie de son registre d'entrée issue d'une extraction du logiciel NESSY. Après analyse de celui-ci, l'ensemble des informations requises est renseigné.</p> <p><b>[Pdc n° 5] : Pas d'écart constaté.</b></p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 6 : Registre déchets sortant (NC6)**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre des déchets sortants</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <p>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</p> <p>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</p> <p>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</p> <p>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</p> |



c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Historique:

NC6: L'exploitant ne renseigne pas totalement le registre des déchets sortants.

L'exploitant transmis une copie de son registre des déchets sortants issue d'une extraction du logiciel NESSY. L'inspection constate que le registre des déchets sortants n'est pas rempli correctement.

Un déchet de type «Cuivre mêlé» enlevé le 27/09/2023 pour une quantité de 3,72 tonnes est indiqué avec un mode de traitement en «élimination». Ce mode de traitement n'est pas correct, le mode recyclage devrait être mentionné. Cette erreur est systématiquement effectuée.



Par ailleurs le numéro de BSD n'est pas rempli dès lors qu'il s'agit d'un déchet dangereux ni même le destinataire final (cadre 12).

Le destinataire de DEEE est indiqué à l'adresse suivante «34 RUE HENRI REGNAULT 92068 PARIS LA DÉFENSE CEDEX». Cette adresse ne semble pas être l'adresse physique où sont envoyés ces déchets. L'exploitant doit distinguer l'adresse physique et non l'adresse du siège.

Le constat précédent est reconduit.

**[Pdc n° 6]: L'exploitant ne renseigne pas correctement et totalement le registre des déchets sortants.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60jours

#### **N° 7 : Aires de stockages (NC7)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aires de stockages distinctes et clairement repérées.

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées par des marquages ou des affichages approprié.

[...]

**Constats :**

Historique:

NC7: Les aires ne sont pas distinctes et clairement repérées.

Sur ce point l'exploitant s'est contenté de repérer sur un panneau les différents type de déchets. Cependant les déchets sont entreposés les uns à côté des autres sans qu'aucune délimitation ne soit présente. De ce fait les aires d'entreposage ne sont pas suffisamment distinctes et semblent anarchiques.

L'observation précédente est reconduite.

**[Pdc n° 7]: Les aires ne sont pas distinctes et clairement repérées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



|   |
|---|
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 7] formulé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours  |

**N° 8 : Evaluation des volumes de stockage (NC8)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evaluation des volumes de stockage.  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br><u>Historique:</u><br>NC8: L'exploitant ne dispose pas de moyens pour évaluer le volume de ses stocks.<br><br>L'exploitant a indiqué qu'il évaluait les volumes des déchets présents par habitude. L'inspection a indiqué que cette méthode n'était pas satisfaisante. Considérant que les déchets sont entreposés ici et là sans délimitation précise, le volume ou la surface susceptible d'être présent peut à tout moment être supérieur à celui prescrit dans l'article 1.2.1 de l'AP n° 20703 du 23/05/2019. L'observation précédente est reconduite.<br><br><b>[Pdc n° 8]: L'exploitant ne dispose pas de moyens pour évaluer le volume de ses stocks.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours  |

**N° 9 : Hauteur des stockages.**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur des stockages.   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres.<br>[...]<br> |



|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a évalué au vu de la hauteur du bâtiment que l'ensemble des déchets étaient entreposés sur une hauteur qui ne dépassait pas 3 mètres.</p> <p><b>[Pdc n° 9] : Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 10 : Procédure d'information préalable (NC9)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.2.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Procédure d'information préalable</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;</li> <li>– informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>– données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;</li> <li>– apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>– code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>– en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li> <li>– résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>– au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.</li> </ul> <p>b) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité</p> |



entre les différents sites montrant leur homogénéité.  
Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.  
L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

#### Constats :

##### Historique:

NC9: L'exploitant n'a pas mis en place une procédure d'information préalable lors de l'admission des déchets dans son installation.

L'inspection a constaté que l'exploitant avait bien mis en place une fiche d'information préalable. Une FID prise au hasard par l'exploitant a été transmise à l'inspection des installations classées. Après analyse de celle-ci, il s'agit de la société «Couvertures de Loire» qui a identifié du bois de classe B. Cependant sur la FID , les informations suivantes n'ont pas été mentionnées par le producteur du déchet:

- Le code CED;
- La quantité annoncée est absente.

Par ailleurs, sur la FID vierge la société SAREC n'a pas prévu un cartouche où doit figurer l'origine géographique du déchet (adresse).

L'observation NC9 est levée, mais l'inspection des installations classées formule un nouveau constat:

**[Pdc n° 10]: La société SAREC doit prévoir un cartouche sur la FID concernant l'origine du déchet et s'assurer que le producteur remplit correctement l'ensemble des informations (si besoin la société SAREC peut l'aider sur ce point).**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 10] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours

#### N° 11 : Valeurs limites des rejets aqueux (NC10)

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des rejets aqueux

##### Prescription contrôlée :

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < [ 30°C ] °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)



- Matières en suspension : 100 mg/l
- DCO : 300 mg/l
- DBO5 : 100 mg/l
- Indice phénols : 0,3 mg/l
- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l
- Cyanures totaux : 0,1 mg/l
- AOX : 5 mg/l
- Arsenic : 0,1 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- Métaux totaux : 15 mg/l

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

### Constats :

#### Historique:

NC10: Les paramètres MES, HCT et métaux totaux mesurés dans les rejets aqueux ont une concentration supérieure aux valeurs limites autorisées.

L'exploitant a transmis le rapport n° D230610892 du laboratoire Inovalys daté du 11/07/2023 (prélevé le 22/06/2023). Le résultat des analyses est consigné dans le tableau ci-après :

| Paramètres               | VLE<br>AP n°20703 du 23 mai 2019 | Analyse du 22/06/2023 |
|--------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| pH                       | 5,5 – 8,5                        | 2,9                   |
| Température              | < 30°C                           | 21,5 °C               |
| DBO5                     | 100mg/l                          | 56 mg/l               |
| DCO                      | 300mg/l                          | 220 mg/l              |
| MES                      | 100mg/l                          | 40 mg/l               |
| Indice phénols           | 0,3mg/l                          | 64 µg/l               |
| Chrome hexavalent (Cr6+) | 0,1mg/l                          | < 5 µg/l              |
| Cyanures totaux          | 0,1mg/l                          | < 5 µg/l              |
| AOX                      | 5mg/l                            | 90 µg/l               |



|  |         |           |
|--|---------|-----------|
| Arsenic  | 0,1mg/l | 22.2 µg/l |
| HCT  | 10mg/l  | 1,3 mg/l  |
| Pb   | 0,5mg/l | 42,8 µg/l |
| Métaux totaux – Pb, Fe, Cd, Hg, Cu, Sn, Al, Cr, Ni, Zn | 15mg/l  | 4,7 mg/l  |

Le constat précédent est modifié comme suit:

**[Pdc n° 11]: Le paramètre pH mesuré dans les rejets aqueux a une concentration inférieure à la valeur limite autorisée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 11] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 12 : Périodicité de mesure des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure annuelle

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport n° 23061089x du 22/06/2023 du laboratoire Inovalys, dont le résultat d'analyse est mentionné dans le Point de contrôle (Pdc) précédent.  
Ce point n'appelle de remarque de la part de l'inspection.

**[Pdc n° 12]: Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



|  |
|--|
| -  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 13 : Vérification des installations électriques (NC11 et 12)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périodicité  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.<br/> La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.<br/> Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.<br/> Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.<br/> [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique:</u><br/> NC11: L'exploitant ne conserve pas une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.<br/> NC12: Les installations électriques ne sont pas entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu concernant le rapport de vérification électrique Q18 réalisé le 23/10/2023 par la société SOCOTEC. Sur celui est mentionné en conclusion que l'installation électrique<br/> « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ».<br/> Les constats précédents sont levés.</p> <p><b>[Pdc n° 13]: Pas d'écart constaté.</b></p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

**N° 14 : Plan des réseaux des effluents (NC13)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux des effluents  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.<br/> Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> |



- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### Constats :

##### Historique:

NC13: L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux indiquant l'emplacement de la vanne d'obturation.

L'inspection a constaté la présence d'un plan de l'installation dans le bureau d'accueil montrant le plan des réseaux avec l'emplacement de la vanne d'obturation. L'inspection a précisé que celui-ci devait être tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Cependant ce plan est peu lisible pour le SDIS devant intervenir en cas d'incendie.

L'observation NC13 est levée, mais l'inspection des installations classées formule un nouveau constat:

**[Pdc n° 14] : Le plan des réseaux pourrait être disposé de manière plus lisible pour le service d'incendie et de secours. Celui devant comporter également l'emplacement des déchets dangereux avec leurs symboles de dangers.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 14] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60jours

#### N° 15 : Liste des déchets admis

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Liste des déchets admis

#### Prescription contrôlée :

Liste des déchets admis :

| Code déchets | Nature des déchets                      |
|--------------|---|
| 12 01 01     | Limaille et chute de métaux ferreux     |
| 12 01 03     | Limaille et chute de métaux non ferreux |



|           |   |
|-----------|---|
| 15 01 01  | Emballages en papier/carton   |
| 15 01 02  | Emballages en matières plastiques   |
| 15 01 03  | Emballages en bois  |
| 15 01 04  | Emballages métalliques  |
| 15 01 06  | Emballages en mélange   |
| 16 01 17  | Métaux ferreux  |
| 16 01 18  | Métaux non ferreux  |
| 16 02 14  | Équipements mis au rebut autre que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13     |
| 16 06 01* | Accumulateur au plomb   |
| 16 08 02* | Catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition dangereux |
| 17 02 01  | Bois  |
| 17 02 03  | Matières plastiques   |
| 17 04 01  | Cuivre, bronze, laitons   |
| 17 04 02  | Aluminium   |
| 17 04 03  | Plomb   |
| 17 04 04  | Zinc  |
| 17 04 05  | Fer et acier  |
| 17 04 06  | Étain   |
| 17 04 07  | Métaux en mélange   |



|   |  |                  |
|---|--|------------------|
|   |  |                  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a analysé la déclaration GERE 2023. D'après celle-ci, l'inspection a constaté la présence de code déchets non autorisés par l'arrêté préfectoral, à savoir les codes déchets suivants ont transité sur le site de la société SAREC:                             |  |                  |
| <b>Code déchets</b>   | <b>Nature des déchets</b>  | <b>Quantités</b> |
| 17 04 11  | Câbles autre que ceux visés à la rubrique 17 04 10   | 1,26 t           |
| 20 01 23*   | Équipement mis au rebut<br>c o n t e n a n t     d e s<br>c h l o r o f l u o r o c a r b o n e s  | 4,895 t          |
| 20 01 35*   | Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23             | 23,642 t         |
| 20 01 36  | Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 et 20 01 35 | 27,85 t          |
| <b>[Pdc n°15]: L'exploitant effectue le transit de DEEE sur des codes déchets non autorisés. L'exploitant régularise sa situation administrative soit en interdisant ces codes déchets sur son installation, soit en effectuant un «Porter à connaissance», pour modifier son arrêté préfectoral.</b> |  |                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 15] formulé.  |  |                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |  |                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  |  |                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours  |  |                  |



**N° 16 : Provenance des déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Provenance des déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Les déchets dangereux sont uniquement issus du point d'apport volontaire par des particuliers de batteries et pots catalytiques.<br>Les déchets reçus sur l'exploitation proviennent uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).  |
| <b>Constats :</b><br><br>Après analyse de la déclaration GERE 2023, l'inspection constate que l'origine des déchets ne provient pas exclusivement d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher. L'inspection constate que certains déchets proviennent des départements de Gironde, Ille-et-Vilaine, Loiret, Orne, Haut-Rhin, Deux-Sèvres, Vienne, Haut-de-Seine, Hérault, Indre, Maine-et-Loire, Sarthe, Bouches-du-Rhône, Cher, Marne, Seine-Maritime, Vaucluse, Essonne, Val-d'Oise, Ain, Loire-Atlantique, ....<br>L'exploitant a indiqué que sa déclaration GERE était réalisée à partir de son logiciel de suivi NESSY. D'après lui, il s'agit d'une erreur de paramétrage et que les provenances indiquées correspondent aux cartes d'identités des personnes apportant les déchets au titre de la rubrique 2710.<br>Il a indiqué qu'il allait se rapprocher du concepteur du logiciel NESSY afin de voir comment remplir son registre correctement.<br><br><b>[Pdc n° 16]: Les déchets reçus sur l'exploitation ne proviennent pas uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 16] formulé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours   |

**N° 17 : Envois de déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des abords  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes depoussières, papiers, boues, déchets. |
| <b>Constats :</b>  |



|  |
|--|
| L'inspection a constaté que les déchets de plastiques ou autres stockés dans les bennes n'étaient pas protégés contre les envols en cas de vent.   |
| <b>[Pdc n° 18] : L'exploitant ne prends pas les mesures nécessaires contres les envols de déchets.</b>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 18] formulé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours   |

#### N° 18 : Abord de l'installation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des abords  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté(peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,.....).<br>[...]                 |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté que la végétation en pourtour de l'installation proliférait de manière anarchique, La végétation commence a certains endroits à envahir les surfaces de stockage des déchets.<br><br><b>[Pdc n° 17] : L'exploitant n'entretient pas les abords de son installation.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 17] formulé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours   |

#### N° 19 : Zone d'entreposage et de manipulation des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1_§3.5 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone d'entreposage et de manipulation              |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |



|  |
|--|
| <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant réceptionne des déchets en mélange et trie l'ensemble de ceux-ci sur une aire étanche mais qui n'est pas recouverte. Certains déchets observés sont de la laine de verre, de la laine de roche ainsi que du polystyrène. Ce type de déchets est susceptible d'être dégradé par l'infiltration d'eau.</p> <p><b>[Pdc n° 19] : L'exploitant trie et stocke des déchets de types laine de verre, laine de roche et/ou polystyrène, sans couverture, susceptibles d'être dégradés par l'infiltration d'eau rendant plus difficile leur valorisation ou élimination.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 19] formulé.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60jours</p>  |

#### N° 20 : Aire d'entreposage des déchets

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets aux abords</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]<br/>Les emplacements des zones d'entreposage sont conformes à l'étude de danger.<br/>[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant stocke des déchets non dangereux de type plastiques en benne à l'extérieur de son établissement, sur un terrain communal. L'exploitant a indiqué que ces déchets étaient en attente de partir. L'inspection a rappelé que le stockage à l'extérieur de l'établissement n'étaient pas autorisé.</p> <p><b>[Pdc n° 18] : L'exploitant stocke des déchets sur un emplacement qui n'est pas autorisé.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>   |



|  |
|--|
| répondre au constat [Pdc n° 18] formulé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 60jours   |